

Rien n'est acquis tout peut encore arriver!

Nous avons encore besoin de vous!

Chers collègues,

Vous avez tous été informés par le VP Šefčovič que les représentants du Parlement, du Conseil et de la Commission auraient trouvé un accord politique sur les modifications du statut.

Ne vous réjouissez pas trop vite : il y a des "oublis" dans le message, le diable est dans les détails!

Le texte doit encore être finalisé avant un nouveau trilogue le 25 juin pour confirmer cet accord politique, qui sera ensuite soumis au trois Institutions pour approbation définitive.

Lors de la réunion de la Commission de concertation au Conseil ce jeudi, **l'ambassadeur irlandais a expressément confirmé qu'à ce stade l'accord du Conseil n'était nullement acquis!** Le COREPER pourrait ne pas se contenter de ce qu'il y a sur la table.

Tout comme par ailleurs, le Parlement en séance plénière pourrait ajouter des amendements supplémentaires de dernière minute.

Beaucoup de choses – négatives pour le personnel – peuvent encore se produire!

Ainsi que l'indique le VP Šefčovič, toutes les parties ont dû faire des concessions. N'oubliez pas que ces concessions se font toujours dans le même sens, sur le dos du personnel et dans le but de rendre notre fonction publique "moins coûteuse" pour les Etats membres, mais surtout moins indépendante, moins attrayante et moins efficace.

Bon nombre de sujets ont été abordés qui ne figuraient pas dans la proposition de la Commission. Ceci n'est pas le fruit du hasard!

Comme le Front Commun l'avait prévu, ceci est le résultat de la proposition initiale présentée hâtivement par la Commission qui plutôt que de se limiter à définir une nouvelle méthode et à chercher les économies éventuelles sur d'autres volets, a ouvert tous les autres chapitres de notre Statut en permettant par la suite au Conseil de continuer le travail...et malgré nos efforts il n'a pas été possible d'arrêter ce processus.

C'est ainsi qu'aux mesures odieuses envisagées par la Commission pour bloquer la carrière des AST est venue s'ajouter la limitation de la carrière pour les AD; à la limitation des jours de congés pour les délais de route est venue s'ajouter la diminution de 18 jours de congés annuels pour les collègues en délégation...

Curieusement, ces détails ne sont pas précisés dans le message et il n'est plus question de "dénaturation" de la proposition de la Commission. Le Vice-président nous vante un accord.

Si à ce stade nous pouvons encore espérer avoir évité le pire c'est avant tout grâce à vos efforts de mobilisation, au soutien que vous avez toujours donné à vos représentants et à votre participation massive aux mobilisations que nous avons lancées, à l'appel pour le fond de grève, à la pétition...

Notre tâche a été d'autant plus difficile que vos représentants ont été délibérément écartés des négociations et qu'en guise de dialogue social, ce fut un monologue, un jeu de cache-cache, d'influence et de personnalisation à outrance du dossier ... Drôle de conception du dialogue social...qui fait craindre le pire pour la gestion de la mise en œuvre de la Réforme!

Afin de décrypter le processus obscur et secret en cours et de pouvoir vous informer de manière précise, nous avons exigé de recevoir immédiatement le texte de l'accord politique et une nouvelle réunion pour en discuter. Nous avons obtenu la promesse de recevoir le texte pour le 24 juin, et un refus d'une nouvelle réunion.

Entre temps, une "session de compréhension à la lecture" nous serait proposée par le Vice-Président afin d'entériner ce qui est présenté au personnel comme étant "l'avis des représentants du personnel".

Rien n'est acquis tout peut encore arriver!

Nous avons encore besoin de vous!

Restons mobilisés car les jours à venir seront cruciaux. Il faut continuer à nous battre afin d'obtenir des réponses claires à nos légitimes interrogations. Il faut continuer à faire pression sur les Institutions afin que le personnel soit – enfin – informé et entendu, et que ses représentants défendent ses droits dans une vraie négociation.

Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale du personnel du 20 juin 2013, les OSP ont déposé un préavis de grève ferme du 25 au 28 juin prochains : nous devons nous servir de cette arme pour nous faire entendre ! En fonction de l'évolution de la situation, nous vous confirmerons jour après jour les actions et mouvements.

En attendant nous vous invitons à participer à la nouvelle AG du personnel qui se tiendra **mardi 25 juin à 13h00 au Berlaymont** pour coordonner nos actions avec les collègues des autres Institutions, certainement ceux du Conseil, en vue d'une action de grève le 26 juin.